

# Renouvellement LE MAG

Le magazine participatif du renouvellement urbain N°7 MARS - AVRIL 2017

**ICI** MARSEILLE / HAUTS DE MAZARGUES PAGE 5



« Rassembler  
les pièces du puzzle »

**AGGLOS** PAGE 8

**PROTOCOLES**  
LE NPNRU SE  
CONCRÉTISE !



**NOUS** PAGE 6

**LE HAVRE**  
SOUVENIRS,  
SOUVENIRS



**OUTILS** PAGE 15

**METZ**  
UNE FERME BIO  
POUR TOUS

14 MARS 2017

**LANCEMENT  
DE LA DÉMARCHE**

**ANRU**  
PLUS D'INNOVATION,  
PLUS D'INVESTISSEMENT DANS LES QUARTIERS



**AGENCE**  
PAGES 11-13



**PIA**  
LES AUTRES  
TALENTS  
DE L'ANRU

**ANRU**  
Agence Nationale  
pour la Rénovation  
Urbaine

# Le mot de la rédaction

Le NPNRU se concrétise chaque jour davantage. Dernière étape en date, les signatures des premières conventions de financement de Rennes et Pau. La dynamique participative qui porte le nouveau programme national est plus que jamais vivace et les pages

de ce magazine, prolongées par le site web Digimag, le montrent bien. Numéro après numéro, elles se nourrissent et s'enrichissent de vos idées, de vos sujets, de vos expériences et de vos points de vue sur le renouvellement urbain. Ces médias

vous sont ouverts, continuez à les faire vivre ! Et à tout moment, suivez, partagez, commentez l'actualité de l'Agence sur les réseaux Twitter, LinkedIn, Youtube et Pinterest !



## Merci à vous !

Le numéro que vous avez entre les mains fait la part belle aux contributions que la rédaction a reçues tout au long de sa préparation. Aussi, nous avons souhaité mettre à l'honneur ceux qui font vivre ce magazine participatif.

Imitez-les, envoyez-nous vos sujets sur [www.digimaganru.fr](http://www.digimaganru.fr)



Sophie Hoffelt  
Ville d'Allonnes



Ouahiba Sadou  
Marseille / La Cayolle



Ketty Sarane  
Ville de Saint-André



Laurence Bougoise  
Seine-Eure



Kim Chiusano  
ANRU



Catherine Sid  
AFE



Laurent Rachez  
& Eric Matifaz  
BIMer Services



Cédric Bertaud  
Ville d'Angers



Morgane Bourigault  
Ville d'Angers

## → APPEL À CONTRIBUTIONS

### Les bons outils

Programme spécifique, dispositif d'aide, appel à projets ou à idées, application pour mobile ou site web, lieu dédié aux habitants et à leurs projets... dans les quartiers, les outils mis en place sont de toutes sortes. Cette diversité et cette créativité sont bien souvent inspirantes. Et chez vous, de quoi se sert-on ?



Ce pictogramme signale, dans **LE MAG** et dans **LE DIGIMAG**, les sujets et contenus que vous avez proposés à la rédaction et que nous publions.



Les articles avec cette mention renvoient à des contenus augmentés sur la version en ligne du magazine : [www.digimaganru.fr](http://www.digimaganru.fr)

Magazine publié par l'ANRU, 69 bis rue de Vaugirard, 75006 Paris • Directeur de publication : Nicolas Grivel • Directrice de la rédaction : Élisabeth Broge • Rédacteur en chef : Jean-Denis Espinas • Secrétaires de rédaction : Marie-Émilie Christofis, Gabriel Henry • Ont contribué à ce numéro : Alessandro Casamento, Marie-Émilie Christofis, Jean-Denis Espinas, Diane Guilbot, Gabriel Henry • Conception & réalisation : à vrai dire la ville • Graphisme : Flgraf / François Lemaire • Impression : édiPhisme • Imprimé sur papier recyclé

## LES ABYMES L'ÉDUCATION AU CENTRE

Trois axes principaux guident la rénovation urbaine des Abymes, et notamment de Grand Camp, important quartier en mutation : l'amélioration de l'habitat, des équipements et la requalification des espaces publics.

Largement inscrit dans ces priorités, le tout récent groupe scolaire de Grand Camp a accueilli ses premiers élèves à la rentrée dernière. Ils étaient environ 500 à intégrer cette école haute en couleurs, réparties dans 18 classes : six maternelles, 12 primaires, dont deux classes d'inclusion sociale (CLIS).

Le Parc scolaire de Grand Camp, point de départ du programme de renouvellement urbain des Abymes, réaffirme la volonté d'investir massivement dans l'éducation. Exemple d'aménagement en phase avec son environnement urbain et naturel, cet ensemble scolaire a misé sur la sécurité, par le respect des normes parasismiques, ainsi que par sa fonction d'abris en cas de cyclone.



BONUS  
WEB

Groupe scolaire, quartier Grand Camp

© XXXX



MONS-EN-BARŒUL

## LE SPECTACLE CONTINUE !

Quarante ans après la construction de la première salle Allende, Mons-en-Barœul a inauguré, en décembre 2016, sa reconstruction éponyme signée Dominique Coulon & associés. Cet ouvrage culturel, au cœur du Nouveau Mons, mise sur la modularité des espaces et sur un véritable confort d'usage pour les artistes comme pour les spectateurs. Il offre également de nouveaux espaces déjà plébiscités par les utilisateurs : trois studios de création musicale, dont un couplé à un studio d'enregistrement. Côté capacité, la salle de spectacle peut accueillir 500 personnes assises et 800 debout,

## ALLONNES UN PÔLE DE VIE ÉDUCATIF ET SPORTIF

BONUS  
WEB



La ville d'Allonnes est engagée dans un projet de renouvellement urbain porté par Le Mans Métropole, au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Dans ce cadre, l'ANRU a donné son accord pour le démarrage anticipé des travaux du Pôle de Vie Éducatif et Sportif Curie/Pasteur, dont Allonnes est maître d'ouvrage. Avec la construction d'une maternelle de six classes, d'un espace périscolaire et de restauration, le projet architectural inclut la rénovation du gymnase Pasteur et la création d'un city stade ouvert sur le quartier. L'école ouvrira à la rentrée 2018. Ce projet traduit un engagement municipal fort en matière d'éducation, à travers toutes les actions proposées aux élèves en termes de sport et de culture. Il répond à un enjeu éducatif fondamental, celui de la réussite scolaire, indispensable à l'insertion sociale et professionnelle. C'est aussi, à travers la modernité de son architecture, toute l'attractivité d'un quartier et de la ville qui est promue.



© XS-ST

## TORCY-CITÉS, SEDAN GESTES ARCHITECTURAUX

Torcy-Cités s'est enrichi, avec le Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU), de deux gestes architecturaux. Revêtue d'une peau finement perforée, la maison de quartier, livrée en 2008, détonne et s'affirme comme un repère urbain. Elle offre notamment des espaces associatifs, favorisant la rencontre entre anciens et nouveaux habitants du quartier. Car celui-ci accueille désormais une part des résidents du Lac, un deuxième secteur objet du PNRU. Livrée en 2016, la résidence les Petits Arbres se distingue, elle aussi, du paysage environnant. Construite entre ville et campagne, elle aligne des plots colorés, revêtus d'ardoise, aux volumes très pointus rappelant des constructions rurales. Ces « maisonnées » abritent 56 logements sociaux.



## VILLENEUVE-LA-GARENNE DES JARDINS PARTAGÉS, COPRODUITS

À l'occasion du programme de renouvellement urbain de La Résidence - 430 logements à Villeneuve-la-Garenne - les habitants avaient demandé à ICF Habitat la Sablière la réalisation d'un jardin partagé. C'est aujourd'hui chose faite, au terme d'un processus de co-construction lancé fin 2014 et achevé mi-2016. Pour le mener à bien, le bailleur et les locataires ont fait appel à l'association Graine de jardins. Avec le paysagiste Complémenterre, celle-ci leur a apporté un soutien technique indispensable. Elle les a aussi accompagnés dans une recherche de subventions. Le projet prend alors corps à travers une dizaine de réunions de travail collectif. Totalisant 230 m<sup>2</sup>, le jardin partagé comporte douze parcelles individuelles et une parcelle confiée à un groupe scolaire. Les habitants en demandent déjà l'agrandissement.



## HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR CITY-ZEN

Avec un nom évocateur, City-zen est un programme de 36 logements tout juste livrés dans le secteur en renouvellement urbain d'Hérouville-Saint-Clair, dans le Calvados. L'ensemble est composé d'une tour d'habitation sculpturale, constituée de sept niveaux et rythmée par des couleurs et des terrasses, ainsi que d'un immeuble plus classique, horizontal, qui propose 20 logements. Ce programme a été récompensé par une Pyramide d'Argent en 2016, par la Fédération des Promoteurs Immobiliers de Normandie, dans la catégorie parcours résidentiel. La qualité des prestations, la mixité des typologies, et la maîtrise des coûts et des prix proposés ont été saluées.



## SAINT-PAUL, LA RÉUNION LA MER RETROUVÉE

Réfection de voies et réseaux, création de logements et de commerces... Le PRU de Saint-Paul s'est incarné, depuis 2009, à travers des actions très diverses. Parmi elles, la reconquête du littoral du centre-ville occupe une place de premier plan. Pour l'heure, deux portions contiguës du front de mer - le site bleu et le site vert - ont été revalorisées. Livrées respectivement en janvier et en novembre 2016, elles offrent aux Saint-Paulois et aux touristes une promenade piétonne le long de l'océan. Ses ingrédients sont simples : un cheminement en platelage de bois, un nouveau mobilier et éclairage urbains, une végétation étoffée, un clin d'œil à l'histoire locale avec la pose de huit canons d'époques et d'origines différentes. La dynamisation du front de mer se poursuit désormais avec la réhabilitation de bâtiments patrimoniaux et la création de restaurants.

# MARSEILLE HAUTS-DE-MAZARGUES



“RASSEMBLER  
LES PIÈCES DU PUZZLE”

Signature  
de la convention

2011

6 500  
habitants

79 M€  
d'investissement  
global

17 M€  
de participation  
de l'ANRU

34 logements  
démolis / reconstruits

1 327 logements  
réhabilités

Entretien avec **Sabine COUËT**, chef de projet, Marseille Rénovation Urbaine (MRU)

**Les Hauts-de-Mazargues est un site très particulier...**

Situé en bordure du Parc national des Calanques, le quartier est très étendu et constitué de petits morceaux de ville épars et disjoints. Le tissu urbain, peu dense, présente différentes formes, allant du pavillonnaire aux zones artisanales. Le parc social date en grande partie des années 70 et 80, regroupé en deux grands ensembles, sur la Soude et la Cayolle. Le principal enjeu du projet de renouvellement urbain est de rassembler les pièces de ce puzzle, de relier ces fragments urbains, notamment grâce aux espaces publics, pour permettre de retisser des liens entre les populations très diverses qui caractérisent ce territoire.

**Comment s'opère cette structuration urbaine ?**

Dès le début du projet, nous avons pris trois orientations majeures. D'abord, celle de revaloriser massivement l'habitat du quartier. Nous avons fait le choix de privilégier les réhabilitations, en démolissant seulement 34 logements, tous reconstruits par ailleurs. Le second axe, c'est la création d'une trame verte qui traverse le quartier de part en part, depuis les plages du Prado au nord jusqu'aux calanques de Sormiou au sud. Cette trame offre une alternative à la voiture, en faisant la part belle aux cheminements doux. L'idée est de relier les Hauts-de-Mazargues au reste de la ville, mais aussi les différentes parties du quar-

tier entre elles. Nous avons programmé, enfin, la création de trois espaces ou équipements publics — le parc de la Jarre, la Maison de quartier, le parc ludico-sportif — et la réhabilitation d'un autre, le stade Rouvier, tous structurants pour le quartier. Tout au long du projet de renouvellement urbain, un travail d'information, de concertation et de mémoire a été réalisé. Cette démarche est au cœur de la réussite du projet et du processus d'appropriation et d'évolution des comportements des usagers et des habitants du quartier.

**À ce jour, où en est le projet ?**

**Et quels sont les prochains chantiers ?**

Toutes les interventions sur l'habitat sont désormais achevées. Les résidentialisations, elles, sont en cours. Concernant les équipements, le parc de la Jarre est le seul à être encore en cours de travaux. Les trois autres, ouverts au public, et que les habitants se sont bien appropriés, sont d'ores et déjà considérés comme des réussites. Pour les aménagements de voirie, la partie nord est terminée, les autres secteurs vont suivre. En 2020, le Boulevard Urbain Sud, nouvelle artère majeure, amènera des bus à haut niveau de service dans le quartier. Une petite révolution !

**zoom**

## ÉcoQuartier : démarche longue durée

En 2011, en même temps que se lançait le projet de renouvellement urbain, les Hauts-de-Mazargues s'engageaient dans une démarche éminemment durable, la labellisation ÉcoQuartier. « Au-delà des attendus habituels pour prétendre au label, notre projet s'appuie sur deux ambitions, détaille Sabine Couët. Concevoir des liaisons douces au sein même du quartier et créer ou renforcer des liens entre celui-ci et les territoires limitrophes, et notamment le Parc national des Calanques ».

Aujourd'hui, le quartier est « engagé dans la labellisation », seconde étape sur les quatre que comporte la démarche. « C'est un processus qui s'inscrit dans la durée, indique la chef de projet, et qui mobilise tout le monde, à commencer par les habitants. Ils sont très investis et fiers de vivre dans un ÉcoQuartier ! »

## LE HAVRE / CENTRE ANCIEN SOUVENIRS SOUVENIRS



Dans le cadre du dispositif Mémoire de quartier et à l'initiative de la ville du Havre, l'association Cueilleurs d'Histoire a échangé avec une trentaine d'habitants du quartier de Danton, âgés de 8 à 79 ans. De ces conversations ont émergé de nombreuses anecdotes personnelles, retranscrites dans un livret, sur les lieux emblématiques de ce quartier du centre ancien. Benjamin Lebourg, chargé de mission centre ancien à la Ville explique que « au travers de ce recueil était poursuivi l'objectif du lien entre le passé, le vécu des gens et l'après renouvellement urbain. Nous souhaitons un ouvrage d'événements qui touchent vraiment à l'intime ».

En novembre, cette publication s'est transformée en une exposition intitulée « Quartier intime ». Présentée pendant plusieurs semaines dans la ville, elle a permis de mettre à l'honneur les habitants et leurs témoignages.



© TREMPLEIN

## ACCOMPAGNER LES ACTEURS DU CONSEIL CITOYEN



Profession Banlieue, centre de ressources destiné aux professionnels de la politique de la Ville de Seine-Saint-Denis, a publié un guide d'accompagnement des acteurs du Conseil citoyen et du pouvoir d'agir des habitants. Guide pour l'action, il reprend les grands axes structurants de l'instance citoyenne comme cadre nouveau pour la participation de ces derniers, et valorise sa capacité à incarner un levier du pouvoir d'agir des habitants. Issu des conclusions d'un groupe de travail réuni à Profession Banlieue entre octobre 2015 et février 2016 et intitulé « Accompagner la mise en place des Conseils citoyens », le guide est constitué de sept fiches thématiques. Une forme qui permet d'être prise en main tant par les professionnels des contrats de ville que par les animateurs ou membres individuels des Conseils citoyens.

Téléchargez le guide sur [WWW+ www.professionbanlieue.org](http://www.professionbanlieue.org)

## CLERMONT-FERRAND

# ON EST LÀ SAINT-JACQUES !



Collectif créé en 2014, On est là ! rassemble aujourd'hui 180 adhérents. Sébastien Allary, président de l'association, explique son ambition : « Aujourd'hui nous faisons face à un manque d'information et de concertation sur le devenir du quartier de Saint-Jacques. Pour palier les multiples carences que nous constatons, notamment en matière de développement social urbain, nous souhaitons utiliser les ressources du quartier et l'apport positif que peuvent représenter les habitants, dans une logique de participation et de médiation. Afin de valoriser la dynamique citoyenne, On est là ! sensibilise et accompagne les habitants sur les questions liées à la politique de la Ville au sens large : l'accès au droit,

le renouvellement urbain, le développement culturel ou encore la recherche d'emploi. »

Très attaché à la dimension interculturelle et intergénérationnelle du quartier, le collectif prône une mise en débat du projet de renouvellement dans sa globalité, plutôt qu'autour d'éléments ponctuels. On est là ! se positionne de plus contre l'entre-soi. Sébastien Allary souhaite « que le pluralisme du quartier soit représenté dans les processus de co-construction et que l'association s'efforce de porter une parole collective du quartier, tout en demandant le respect des choix individuels des habitants, notamment autour des problématiques du logement ».

[WWW+ www.onestlasaintjacques-overblog.com](http://WWW+ www.onestlasaintjacques-overblog.com)



Action collective des habitants, quartier Saint-Jacques



LISIEUX



## LA MAISON DE PROJETS : DE LA COMMUNICATION À LA CONCERTATION

La Maison de Projets de Lisieux 2025 a ouvert ses portes à l'automne dernier dans une ancienne gare routière, construction d'après-guerre à l'architecture remarquable. Claire Servant, son animatrice, explique qu'elle « joue un rôle d'interface entre les élus, les habitants et les services de la Ville. Relais de la Ville sur les grands projets d'aménagement et notamment le renouvellement urbain, je suis également en charge de centraliser les attentes et remarques des riverains pour les transmettre aux équipes projets. » Implantée en centre-ville et dans le quartier prioritaire d'Hautville grâce à la création d'une antenne, la Maison de Projets Lexovienne canalise beaucoup d'attentes. Car, au-delà de la communication, ce lieu d'échanges a pour vocation de créer un dialogue avec les habitants et devenir l'un des carrefours de la co-construction du territoire.

## SAINT-ANDRÉ, LA RÉUNION DE NOUVEAUX AMIS À LA CRESSONNIÈRE

Depuis quelques semaines, dix jeunes parcourent quotidiennement les rues du quartier de la Cressonnière à Saint-André. Tous sont des AMIS, des Agents de Médiation Informations et Services, recrutés par la Ville pour assurer une présence de proximité auprès des habitants. Dans ce quartier, au dynamisme et à l'attractivité retrouvés après des années de rénovation urbaine, subsistent néanmoins quelques comportements incivils touchant l'environnement : dépôts sauvages, abandon de carcasses de voitures... Lors de leurs patrouilles, les AMIS sensibilisent les habitants à leur environnement et participent à renforcer leur sentiment de

sécurité dans le quartier. L'initiative relève du Plan Stratégique Local de la Cressonnière, mis en place par la Ville pour pérenniser les investissements réalisés dans le cadre du PNRU, puis celui du contrat de ville 2015-2020. Ils concernent la consolidation de la transformation du quartier, en faveur de la mixité sociale et de l'égalité des chances...

Le projet AMIS est donc une chance pour la Cressonnière. Il en est également une pour les jeunes recrutés qui bénéficient de formations leur permettant, d'une part de progresser dans leur action, et d'autre part, à plus long terme, de consolider leurs perspectives d'embauches.



Les agents de médiation de La Cressonnière et l'équipe de la Ville qui porte cette démarche.

# NOUS



MARSEILLE

**“Je suis très fière de ce que mon quartier est devenu”**

**Ouahiba Sadou a toujours vécu à La Cayolle, un quartier en renouvellement au sud de Marseille, bordant le parc national des calanques. Figure de la vie citoyenne de son quartier, elle est aussi un témoin enthousiaste de ses évolutions urbaines.**

*« J'aime parler de mon quartier. Il a longtemps cumulé de grosses difficultés : insécurité, dysfonctionnements urbains, aménagements inachevés... Mais aujourd'hui, après des années de rénovation urbaine, je peux dire haut et fort que je suis très fière de ce qu'il est devenu. Et je ne suis pas la seule !*

*Tout a changé ici : petite, je vivais dans des préfabriqués, sans cuisine ni salle de bain. Je vis aujourd'hui dans un logement neuf, aux abords embellis. De nouveaux espaces et équipements publics ont vu le jour. Tout n'est pas parfait— l'accessibilité du quartier par exemple —, mais je suis heureuse de m'y investir quotidiennement, notamment à travers mon association « Parents ». Celle-ci vise à accompagner les parents dans toutes les dimensions de leur rôle. Par exemple, nous avons organisé des marches exploratoires de femmes, pour relever les dangers potentiels pour un enfant dans l'espace public : garde-fous cassés, trottoirs endommagés... Nous avons convié à l'une de nos marches des responsables de la politique de la Ville à la mairie, mais aussi des associations locales... désormais, tous les points noirs identifiés sont résorbés !*

*Aujourd'hui, le quartier a beaucoup changé : espaces publics, nouveaux équipements publics, embellissement des cités, travail paysager... Seul bémol : le quartier devrait être encore plus accessible, en terme de transports.*

*Les habitants me disent souvent qu'ils se sont sentis oubliés pendant les 25 dernières années. Aujourd'hui, ils sont heureux d'inviter des personnes chez eux, de montrer leur quartier, et surtout, heureux d'y vivre ! »*



# PROTOCOLES : LE NPNRU SE CONCRÉTISE !



*L'élaboration et la signature des protocoles de préfiguration se poursuivent sans relâche partout en France, dans des métropoles et agglomérations de toute taille. Le NPNRU prend corps.*

## LES CHIFFRES

AU 23 MARS 2017  
(SUR 116 PROTOCOLES ATTENDUS AU TOTAL)

67 protocoles signés 

35 passés en Comité d'Engagement

1 programmé en Comité d'Engagement

10 examinés en RTP  
(Réunions de travail partenariales)

— programmés en RTP

3 en cours d'élaboration

suivez le déroulement sur [www.anru.fr](http://www.anru.fr)

## METZ MÉTROPOLE QUARTIERS DE RELIEF

Metz Métropole compte quatre quartiers prioritaires dont un d'intérêt national, Borny. Ce dernier devrait s'affirmer comme un pôle économique d'agglomération ainsi que comme une centralité communale grâce à la diversification de l'habitat et à l'accroissement de l'offre de services. Pour l'ensemble des six quartiers du NPNRU, l'en-

jeu est par ailleurs de réintégrer la ville tout en préservant leurs caractères paysagers singuliers. Comme le reste des extensions urbaines d'après-guerre, ces quartiers se sont développés sur les reliefs autour de la ville. Cette inscription géographique, source d'enclavement, représente aussi un atout.



Quartier Borny, Metz

© VILLE DE METZ / FLY-PIXEL

## REIMS

### ÉQUILIBRES URBAINS

Les quatre quartiers du NPNRU rémois, Croix-Rouge et Orgeval, d'intérêt national, ainsi qu'Europe et Châtillon, d'intérêt régional, recouvrent des enjeux similaires dont le premier est de retrouver un équilibre en termes de mixité sociale et urbaine. Croix-Rouge, desservi par le tramway, nécessite d'être d'avantage relié aux quartiers environnants ainsi qu'une requalification des espaces publics et des équipements publics déjà en place. Pour Orgeval, les priorités portent sur l'insertion du quartier dans la ville et sur la reconquête des espaces délaissés, grâce à l'implantation de logements, équipements, activités.

## HAUT BUGEY

### RETOUR À LA VILLE

Avec le NPNRU trois secteurs vont faire l'objet de profondes transformations : la Plaine et la Forge, situés à Oyonnax et classés d'intérêt national, ainsi que le Pré-des-Saules, situé à Bellignat, d'intérêt régional. Chacun d'entre eux affirmera une vocation territoriale spécifique en cohérence avec les orientations du SCOT et du PLHUI, tous deux en cours d'élaboration. La Plaine se développera comme une centralité complémentaire du centre-ville alors que la Forge sera conforté dans sa fonction résidentielle. Le Pré-des-Saules constituera, lui, une nouvelle centralité communale, à la fois commerciale et résidentielle.

## LORIENT AGGLOMÉRATION

### PLACE AU DIALOGUE

Lorient Agglomération a fortement anticipé les évolutions législatives qui placent l'intercommunalité au cœur du renouvellement urbain, tant avec son PLH et son SCOT, en cours de révision, qu'avec un PDU favorisant l'effet levier des transports en commun sur les quartiers sensibles. Les projets inscrits au NPNRU feront l'objet, dans cette dynamique, d'un traitement spécifique grâce à l'implication forte des habitants, notamment via les conseils citoyens. Trois quartiers sont concernés : Bois-du-Château à Lorient, d'enjeu national, Kervénanec Nord à Lorient et Kerfréhour-Châtaigneraie à Lanester, d'intérêt régional.



Hélène Geoffroy, secrétaire d'État en charge de la politique de la Ville avec les membres du Conseil citoyen

## MELUN VAL DE SEINE

### COORDONNER LA DIVERSITÉ

Pour rénover quatre secteurs d'intérêt national aux enjeux bien différents, le protocole de préfiguration coordonne une diversité d'études. La requalification des secteurs melunais Schuman et Beauregard nécessite de rechercher une articulation avec le projet de territoire Arc Nord. Au Mée-sur-Seine, une étude menée avec l'Anah vise la requalification du tripode Plein Ciel. Pour celui-ci comme pour le quartier melunais du Plateau de Corbeil, Épareca réalise une évaluation du potentiel commercial. Les bailleurs OPHLM 77 et Trois Moulins étudient la requalification de leur patrimoine en cohérence avec les actions d'urbanisme.

## ANNEMASSE ENJEUX TRANSFRONTALIERS

Classé d'intérêt national, le quartier Livron-Perrier-Château-Rouge doit devenir une polarité d'agglomération. Parmi les enjeux du projet, la diversification résidentielle et fonctionnelle s'effectue dans un contexte difficile. Car l'agglomération concentre les revenus modestes de la métropole genevoise et la demande de logements sociaux

en Haute-Savoie s'accroît. Le NPNRU vise alors un changement radical d'image. Il articule une diversité d'actions : création de l'écoquartier de Château-Rouge, développement d'un pôle de l'entrepreneuriat, renforcement du rôle structurant des équipements avec la création de la bibliothèque Troisième Lieu...

## CLERMONT-FERRAND VERS L'ÉCO-CITÉ

Conformément aux préconisations du contrat de ville signé fin 2015, la transformation des trois quartiers prioritaires du NPNRU participe de la cohérence du projet communautaire formalisé à travers le programme local de l'habitat (PLH) et le plan local d'urbanisme (PLU). Le quartier des Vergnes constituera une porte d'entrée de la métropole, ainsi qu'un des cœurs de celle-ci. Le renouveau

de la Gauthière accompagnera le développement de la centralité communale des « Pistes » et du futur « quartier numérique ». Le quartier Saint-Jacques Nord prolongera le centre-ville, connectant les équipements universitaires et hospitaliers. Dans cette dynamique, l'excellence environnementale constitue un fil rouge avec, pour objectif, la création d'une éco-cité.



## ORLÉANS MÉTROPOLE

### CONSTRUIRE LE TERRITOIRE

Trois quartiers sont retenus au titre du NPNRU à Orléans Val de Loire. L'Argonne, mosaïque de cités autarciques imbriquées dans un tissu pavillonnaire, est l'un des plus stigmatisés du Loiret. La Source, étalé sur 700 hectares, présente une bonne mixité fonctionnelle mais demeure paupérisé et refermé sur lui-même. S'ajoute à ces deux sites orléanais le quartier des Chaises à Saint-Jean-de-la Ruelle. Tous trois vont contribuer à la concrétisation de la stratégie urbaine d'agglomération. Pour limiter l'étalement urbain, le schéma de cohérence territoriale (SCOT) mise, en effet, sur le redéploiement et le désenclavement des secteurs de la politique de la Ville. Pour conforter leur attractivité, le programme local de l'habitat (PLH) y favorise l'émergence de la mixité sociale en réduisant les logements sociaux et en développant l'offre résidentielle en accession à la propriété. L'offre locative sociale est reconstituée et étoffée ailleurs dans l'agglomération.

## NPNRU 1<sup>RES</sup> CONVENTIONS DE FINANCEMENT SIGNÉES !



C'est officiel, les deux premières conventions de financement du NPNRU ont été signées ! Celle de Rennes Métropole, le 16 février, pour les quartiers du Blossne, de Maurepas et de Villejean. Celle de l'agglomération de Pau, le 20 mars, pour le quartier de Saragosse.

## KOUNGOU (MAYOTTE)

### DE GRANDS BESOINS

Le renouvellement urbain du quartier de Majicavo-Koropa est sur les rails, avec la signature du protocole de préfiguration le 8 février 2017, en présence d'Assani Saindou Bamcolo, maire de la Kougou, de Soibahadine Ibrahim Ramadani, président du Conseil départemental, et de Frédéric Veau, préfet de Mayotte

#### UNE SITUATION PRÉCAIRE

Ce secteur est le plus peuplé de la commune, avec environ 35% de sa population totale. Les logements y sont, dans une large proportion, insalubres et informels. Quant aux équipements publics, insuffisants, ils sont le plus souvent très dégradés. Majicavo-Koropa est par ailleurs soumis, comme le reste de l'île, à des aléas naturels, dont les glissements de terrain sont la manifestation la plus récurrente.

Une première phase d'ingénierie et de concertation avec les habitants, prévoyant une douzaine d'études à mener jusqu'en 2019, doit permettre de faire émerger un diagnostic qui guidera la programmation du projet. Parmi les orientations esquissées, la construction de logements neufs et de nouveaux équipements publics, le désenclavement du quartier et la création d'emplois. En tout, ce sont 1,94 millions d'euros qui vont être mobilisés pour le projet, dont 42% issus des financements de l'ANRU.

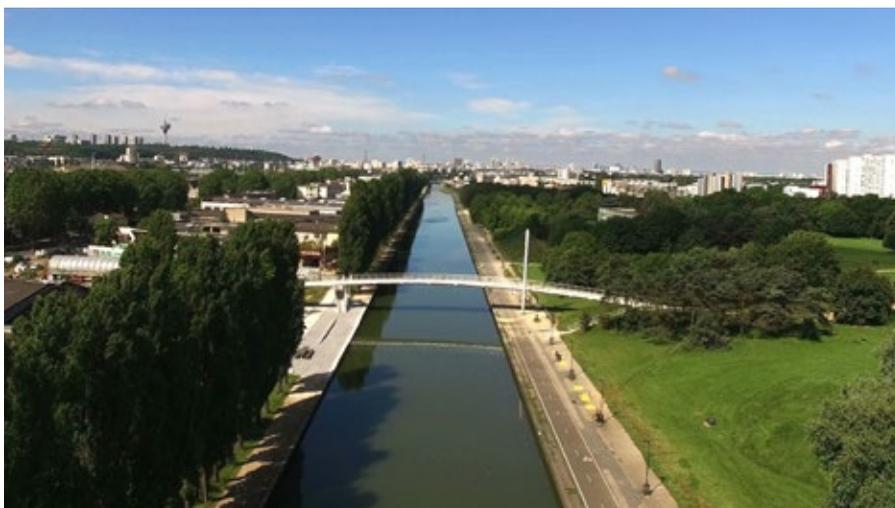


## LA PLAINE DE L'OURCQ SOUS CONTRAT D'INTÉRÊT NATIONAL

À programme ambitieux, moyens assortis. 8 000 logements à horizon 2030, accessibles à tous via de nouvelles lignes de transports, nouveaux équipements publics, mixité sociale et fonctionnelle... tels sont les objectifs d'Est Ensemble pour l'aménagement du territoire intercommunal et en particulier celui de la Plaine de l'Ourcq. Pour les concrétiser durant les six années à venir, l'établissement public territorial a signé le 9 décembre dernier avec l'État un contrat d'intérêt national (CIN). Celui-ci coordonne, à travers une gouvernance partenariale souple, l'État, les collectivités, et de nombreux acteurs économiques publics et privés.

« Pour Est Ensemble, le CIN ne constitue pas un énième document stratégique, il est l'outil de mise en œuvre de nos projets d'aménagement sur la Plaine de l'Ourcq pour construire, avec l'État et nos partenaires, la ville de demain agréable et à taille humaine » souligne Gérard Cosme, président d'Est Ensemble.

Le CIN garantit à ce projet d'envergure une gestion efficace qui se traduit, en particulier, par une libération ou dépollution du foncier facilitée par l'optimisation des délais administratifs d'instruction des dossiers, par le financement de la remise en état des sols d'anciens terrains industriels...



## DES PRU NORMANDS TIRENT AVANTAGE DE FONDS EUROPÉENS



En novembre dernier, la Communauté d'Agglomération Seine-Eure a signé avec la Région Normandie une convention FEDER (Fonds Européen de Développement Économique Régional) pour favoriser et renforcer un axe urbain durable sur son territoire. Une enveloppe de quatre millions d'euros est dédiée à la concrétisation de cet axe, qui devra s'appuyer sur le bi-pôle communal Louviers / Val-de-Reuil. L'Agglomération va prochainement lancer un appel à projets en direction de ses communes pour identifier les démarches bénéficiaires de ce fonds. Ils pourraient concerner le développement global des

déplacements doux, la mise en place d'un bus à haut niveau de service qui traversera les quartiers en renouvellement urbain (concernés par le NPNRU) ou encore la requalification et la reconversion de friches industrielles sur les deux communes de l'axe. Plus largement, la convention vise à encourager une stratégie de territoire durable et intégrée, adossée à des outils et politiques sociales déjà existants : généralisation des clauses d'insertion dans les marchés publics, nouveaux conseils citoyens, exigence de la prise en compte des politiques de bien-être dans les projets de renouvellement urbain...

## PROGRAMME INVESTISSEMENTS D'AVENIR LES AUTRES TALENTS DE L'ANRU

Au sein du Programme d'Investissements d'Avenir — démarche de l'Etat soutenant des projets basés sur l'excellence, l'innovation et la coopération — l'ANRU est opérateur de six programmes, rattachés à deux grandes thématiques : la jeunesse, ainsi que la ville et les territoires durables.

### CSTI « Renouveler la diffusion de cette culture »

Entretien avec **Bernard Chevassus-au-Louis**,

président du comité de pilotage du programme Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI) du PIA

BONUS  
WEB



**L'ANRU porte un programme du PIA dédié à la culture scientifique, technique et industrielle. De quoi s'agit-il ?**

Ce programme se fonde sur trois ambitions. Tout d'abord, participer à la structuration des réseaux d'acteurs de la CSTI. Ce monde professionnel, qui a longtemps manqué d'organisation, gagne à multiplier les rencontres et à échanger davantage. Ensuite, proposer des moyens renouvelés et innovants de diffuser cette culture particulière. Nous souhaitons toucher un public le plus large possible, à une époque où certains affirment qu'il y a une perte d'intérêt pour les sciences. Enfin, favoriser l'égalité des chances dans l'accès à cette culture. Je pense notamment aux 14-25 ans, aux publics ruraux éloignés ou bien encore

aux jeunes filles. Nous avons lancé en 2010 un appel à projets permanent, pour lequel nous disposons d'un fonds de 100 millions d'euros. Nous soutenons aujourd'hui 44 lauréats. Le programme s'achèvera en 2020, mais nous sommes d'ores et déjà entrés dans une phase de suivi et d'évaluation.

**Comment les orientations du programme se concrétisent-elles ?**

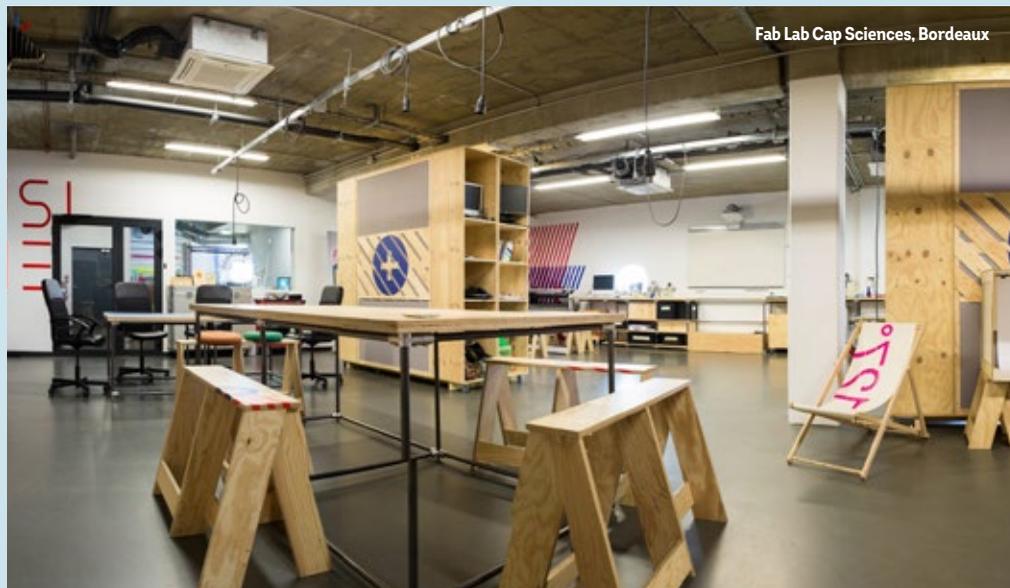
Concernant la structuration des réseaux d'acteurs, nous avons encouragé toutes les

formes de collaboration. Il existe plusieurs cas de figure, qu'illustrent par exemple les projets lauréats « Immédiats » ou « Territoires » de la CSTI. Le premier réunit les centres de sciences de six grandes villes (Bordeaux, Rennes, Grenoble...), tandis que le second regroupe des petites structures, qui forment un réseau qui n'est ni national ni régional.

Pour l'innovation, nous avons encouragé le développement d'outils tels que le Fab Lab, ainsi que des actions originales, à l'exemple des conférences dan-

sées à Lyon, alliant pédagogie et création artistique.

Quant à l'égalité des chances, les projets que nous accompagnons privilégient la rencontre des publics éloignés. Ainsi, des camions, des péniches et même des pirogues, en Guyane, ont permis de se rendre dans des territoires reculés et de travailler avec les populations locales. Quelle que soit la problématique, il ne s'agit pas d'imposer de modèle mais de mettre en œuvre des actions à partir des attentes et des besoins des bénéficiaires.





Quartier du Val Fourré,  
Mantes-la-Jolie



**INNOVATION & RENOUVELLEMENT URBAIN**

# Innover, au service de la qualité de vie dans les quartiers

**L'innovation est un processus d'émergence de nouvelles pratiques, de solutions qui peuvent être techniques et technologiques mais aussi méthodologiques et organisationnelles, dans lequel la logique d'excellence se couple à celle de rupture. Ce nouveau mode de faire, appliqué au cadre urbain, permet d'envisager des solutions et modalités de conduite des projets pour améliorer la production et le renouvellement urbains, puis la gestion et l'exploitation de la ville.**

En tant que processus, l'innovation répond à des étapes-clés, dont celle de l'expérimentation. Phase essentielle, elle permet de tester la solution sur un périmètre restreint, pour vérifier sa fonctionnalité, sa viabilité et son adéquation avec les besoins et comportements des habitants, avant d'envisager son déploiement à plus grande échelle. Kim Chiusano, chargée de mission innovation à l'ANRU, rappelle que « l'innovation n'est pas une fin en soi et doit être conçue comme un levier d'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers, en faisant émerger des services plus performants ainsi que des caractéristiques avantageuses répondant aux besoins des habitants. Pour atteindre cet objectif, les solutions innovantes doivent être testées avant d'être déployées, la phase d'expérimentation permettant de s'assurer que l'innovation répond effectivement aux besoins et aux usages actuels ou futurs. Le PIA Ville Durable et Solidaire accompagne ainsi l'émergence d'innovation environnementale, sociale ou de services, mais aussi organisationnelle et liée aux modèles écono-

miques et juridiques. Cela s'opère en articulation avec le NPNRU, c'est-à-dire là où l'intervention sur le cadre urbain est déjà engagée et se voit enrichie par une démarche d'innovation spécifique. Le PIA finance alors les surcoûts de la démarche liée à l'innovation et la "prise de risque" qui lui est liée ».

## L'EXEMPLE DU DESIGN THINKING AU VAL FOURRÉ

L'une des clés de l'innovation dans le renouvellement urbain est la prise en compte du contexte et des usagers. Cette dimension a été largement intégrée par la commune de Mantes-la-Jolie et la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise (GPSO), lauréates de l'AMI du PIA Ville Durable et Solidaire, pour leur projet autour du cycle de l'eau. Ce projet se distingue notamment par son partenariat avec l'Ecole des Ingénieurs de la Ville de Paris, dont 11 élèves ont réalisé une étude approfondie pour cerner au mieux les usages de l'eau par les habitants du Val Fourré. Au moyen du *design thinking*, méthodologie qui s'appuie sur la co-créativité avec les utilisateurs finaux, de nombreux entretiens ont été menés, et d'autres méthodes non conventionnelles ont été employées : certains habitants ont par exemple été équipés de caméra pour filmer leur quotidien et réaliser une vidéo participative. Très bien accueillie par la population du quartier, cette méthode a permis de mettre en lumière des besoins et d'échafauder des pistes de réponses, notamment autour de la consommation en eau des foyers ou encore de l'amélioration des espaces publics.

**INTERNATS**

# Développer l'offre ultramarine

**L'ANRU est opérateur de deux programmes du PIA consacrés aux internats, pour un montant cumulé de subvention de 366M€. Les efforts de développement de ces structures se dirigent aujourd'hui vers les territoires les moins bien dotés, et notamment l'Outre-mer.**

Parmi les six programmes du PIA dont l'ANRU a la charge, deux concernent les internats : les internats d'excellence et les internats de la réussite pour tous. Le premier, initié en 2010, court jusqu'en 2024, et vise à créer ou réhabiliter lourdement 12 000 places d'internat. Le second, lancé en 2014 dans le cadre d'un appel à projet (et qui lui aussi dure jusqu'en 2024) vise 650 places nouvelles.

Ces deux programmes sont guidés par une seule politique. Renouvelée courant 2014, elle vise à permettre à des collégiens, lycéens et étudiants motivés et ne bénéficiant pas d'un environnement propice aux études – en priorité les filles, les élèves scolarisés ou résidants dans les quartiers prioritaires, les boursiers et ceux issus des PCS défavorisées — de poursuivre leur scolarité dans des conditions plus favorables. Elle met l'accent sur certains niveaux d'établissements — collèges, lycées professionnels, résidence de la réussite, afin de construire une continuité pédagogique du collège au post-bac — et les académies ayant les plus forts besoins, dont les territoires ultra marins. L'implantation d'internats y est encore trop faible, alors même que la demande est grande. De Saint-Pierre-et-Miquelon jusqu'en Guadeloupe, tous les acteurs des projets d'internats, depuis les services de l'État jusqu'aux maîtres d'ouvrage, se sont donc mobilisés pour faire évoluer la situation et répondre significativement à la demande. « Aujourd'hui, des projets de nouveaux internats sont sur les rails, explique Mathilde Gourbesville, chargée de mission Internats au sein du Pôle Investissement d'avenir à l'ANRU, par exemple en Polynésie avec la signature le 9 mars de trois conventions concernant des internats cumulant 328 places. Des aides financières spécifiques ont également été mobilisées pour une assistance à maîtrise d'ouvrage, afin de définir la programmation d'internats en Guyane »



## MAYOTTE

CRÉER LES CONDITIONS  
DE L'APPRENTISSAGE

Avec 50% de sa population âgée de moins de 17 ans, les besoins de l'île de Mayotte en terme d'offre scolaire sont d'importance. Bien souvent, ces jeunes vivent dans des situations qui rendent l'apprentissage difficile : un niveau de vie globalement peu élevé, des conditions d'habitat très précaires, une langue maternelle autre que le français...

« Dans ce contexte, la création d'un internat se justifie pleinement » indique Mathilde Gourbesville. L'idée est d'accompagner un maximum d'élèves issus de milieux modestes, en individualisant leur prise en charge et en leur proposant des conditions d'étude optimales ». À la rentrée 2013, dans la commune de Dembèni, un premier établissement pouvant accueillir des internes a ouvert ses portes aux élèves. En 2015, il proposait 130 places.

Des internats au sein d'un collège, à Mamoudzou, et d'un lycée à Chirongui pourraient renforcer cette offre. « À terme, précise Mathilde Gourbesville, grâce au PIA, Mayotte pourrait être en mesure d'accueillir plus de 500 élèves en internat financé par l'ANRU grâce aux crédits du PIA ».



Lycée de Dembèni, Mayotte

De l'ambition  
pour les nouvelles générations

**Lancée en 2014, l'action Projets innovants en faveur de la jeunesse a bénéficié du deuxième volet du PIA pour affirmer l'importance de l'approche intégrée dans la définition et la mise en œuvre des politiques en direction de la jeunesse.**

Alors qu'en 2014 un élan général élevait la jeunesse au rang de priorité nationale, le PIA lui a également réservé une action dédiée. À l'origine de son lancement, un constat récurrent : celui d'une dispersion des acteurs engagés en faveur de la jeunesse sur les territoires, un manque de lisibilité et une gestion « en silos » des actions visant à répondre à ses besoins.

L'émergence d'une politique propre, dédiée aux jeunes de 13 à 30 ans, s'est donc imposée, afin qu'in fine, ces derniers puissent avoir une meilleure connaissance des actions qui leur sont destinées, et se construisent en adultes autonomes.

« L'action Projets innovants en faveur de la jeunesse est déployée dans le cadre d'un appel à projets, lancé en février 2015, incitant les acteurs de tout territoire intercommunal à proposer, à partir d'un diagnostic élargi, une stratégie multithématique partenariale



et ambitieuse sur cinq ans, explique Alice Hadey, chargée de mission Projets innovants en faveur de la jeunesse à l'ANRU.

Cette stratégie se décline en actions concrètes, qui doivent intégrer au maximum les jeunes au système de gouvernance, que ce soit dans la formulation de leurs besoins, dans la conduite et l'évaluation des actions... ». Insertion professionnelle, décrochage scolaire, logement, mobilité, loisirs... les thématiques prioritaires identifiées par les projets candidats font écho à la diversité des territoires. 16 dossiers ont finalement été retenus dans le cadre de l'appel à projets.

## SAINT-BRIEUC

## UNE OFFRE « JEUNES » VISIBLE ET ADAPTÉE

Quatre enjeux ont émergé de l'important diagnostic effectué en faveur des 20 000 jeunes de l'agglomération de Saint-Brieuc. Faciliter, d'abord, l'insertion professionnelle, à travers un soutien aux coopératives jeunesse de services (projets d'éducation à l'entrepreneuriat coopératif), ou encore une sensibilisation des jeunes aux emplois sous-valorisés

sur le territoire (métiers de l'agriculture et de la mer). Contribuer, ensuite, à leur bien-être, via notamment un meilleur accès aux loisirs, à la culture... Troisième enjeu : s'adapter à leurs besoins de mobilité (horaires décalés...). Dernier enjeu : développer des concepts innovants dans le domaine du logement, comme la mixité intergénérationnelle.

## TROIS NOMINATIONS À L'ANRU

**Hervé Chalamel est le nouvel Agent Comptable de l'ANRU, en remplacement d'Alfred Fuentes, nouveau directeur départemental des Finances Publiques de la Vendée.**

**Au sein du Fonds de co-investissement, Alexandre Guignard est nommé directeur des Investissements, tandis qu'Anne-Céline Cambier devient directrice de la gestion des Participations.**





## AGENCE FRANCE ENTREPRENEUR

# « PRIORITÉ AUX TERRITOIRES FRAGILES »

**Entretien avec Mohed Altrad,**  
président de l'Agence France  
Entrepreneur

**L'Agence France Entrepreneur a été créée en 2016. Quel est son rôle ?**

L'AFE a pour objet de renforcer et mieux coordonner l'action nationale et locale en faveur de l'entrepreneuriat, prioritairement en direction des territoires fragiles. L'Agence permet de rendre plus cohérente et lisible la politique nationale de soutien à l'entrepreneuriat, de l'articuler avec les acteurs territoriaux et de la réorienter vers ses deux priorités : lutter contre les inégalités territoriales en matière de développement économique et renforcer l'accompagnement des entreprises créées, pour qu'elles se développent et proposent des emplois.

**Comment peut-elle faire levier pour favoriser la création d'entreprises dans les quartiers en renouvellement urbain ?**

L'Agence poursuit ses actions de sensibilisation, d'information et d'orientation, en particulier en direction des habitants des quartiers de la politique de la Ville. Par ailleurs, elle anime un Comité



de coordination des réseaux d'accompagnement à la création d'entreprises, avec pour objectif de renforcer leur présence dans les territoires fragiles. L'AFE contribue au financement d'une vingtaine d'entre eux, dont la plupart portent des actions en direction des quartiers. Enfin, nous venons de lancer trois appels à projets, dont deux visent spécifiquement les territoires fragiles.

WWW+ [www.afecreation.fr](http://www.afecreation.fr)



## ANGERS PROGRAMMER L'ÉPHÉMÈRE

Dans le quartier de Belle Beille, à l'automne 2016, deux anciennes résidences étudiantes ont été déconstruites. La ville d'Angers a saisi l'occasion pour proposer aux étudiants paysagistes de l'école Agrocampus de réfléchir, dans le cadre des actions Campus Quartier, à l'aménagement d'un espace ludique et transitoire sur l'emprise désertée. La démarche, qui se veut participative, associait également les habitants, la Maison de quartier et les associations d'insertion sociale de Belle Beille.

En s'appuyant sur les propositions nombreuses et variées, telles des aires de jeux, jardins, espaces de rencontre... la commission « dynamiques culturelles sur le quartier » se mobilise aujourd'hui pour définir les aménagements et la programmation éphémères du lieu : petites parcelles de permaculture, réalisation de tags végétaux sur palissade, spectacle ou projection de plein air, espaces conviviaux pour pique-niquer, etc. Il y en aura pour tous les goûts !

## ANAH, PARTENAIRE PARTICULIER

### Un budget à la hausse

+17%, telle est l'augmentation du budget d'intervention de l'Anah par rapport à 2016. Avec désormais 823 millions d'euros, cette nouvelle enveloppe, complétée de 185 millions d'euros du fonds d'aide à la rénovation thermique (FART), devrait permettre d'atteindre les objectifs fixés par l'Agence pour 2017 : 100 000 rénovations énergétiques sur 127 000 logements à rénover. Cela permettra ainsi de poursuivre l'accompagnement des collectivités pour les projets de requalification de l'habitat privé dégradé. Côté financement, ce budget en hausse sera notamment assuré par le produit de la cession des quotas carbone, leur vente étant estimée à 322,9 millions d'euros.



## Autour de la convention ANRU-Anah

**Christian Mourougane,**  
directeur général adjoint de l'Anah

« Grâce à la convention partenariale ANRU-Anah, nous pouvons étudier ensemble tout cas de gestion locale particulier pour harmoniser nos principes, afin que l'ensemble des délégations territoriales de l'ANRU et de l'Anah s'entendent sur une méthode de travail. Ainsi, cette convention marque notre volonté de donner une parfaite lisibilité sur les modes de financement des deux Agences auprès des porteurs de projet ».

WWW+ [www.anah.fr](http://www.anah.fr)

**METZ**

## UNE FERME BIOLOGIQUE POUR TOUS

Depuis l'hiver 2016, des travaux préparatoires ont commencé dans le quartier Borny. Ils permettront de créer en son cœur le Pôle d'Agriculture biologique de Metz sur un terrain de trois hectares, au sein du parc de Gloucester. Un signal fort pour ce quartier prioritaire.

Cet ambitieux projet, qui repose sur un partenariat entre deux producteurs de légumes bio de la région et la Ville de Metz, veut démocratiser l'accès au bio, souvent perçu comme réservé aux classes aisées. Arbres fruitiers et légumes de qualité seront donc bientôt au rendez-vous car les plantations ont débuté en mars, pour des premières récoltes prévues dès le printemps prochain.

### CYCLE COURT POUR PROJET COLLECTIF

La Ferme de Borny ne se limitera pas aux végétaux ; la ferme urbaine est une « véritable ferme » avec ses volailles, moutons, cochons et lapins. D'ailleurs, d'ici six ans, pas moins de 22 emplois

seront nécessaires pour faire tourner le projet. Une place de choix sera alors réservée à l'apprentissage et à l'insertion, ainsi qu'au lien avec les associations et les habitants du quartier. Enfin, pour compléter l'activité agricole, un magasin de vente directe sur le site sera approvisionné par les récoltes locales : tous les produits de la ferme et de petites exploitations groupées à proximité seront vendus sur place à des prix maîtrisés. Projet collectif par essence, ce nouvel aménagement productif sera géré via une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) dont les habitants pourront posséder des parts. Plébiscitée à l'unanimité par les habitants, la Ferme de Borny saura certainement être à la hauteur de son investissement, estimé à 300 000€.



Notes de synthèse sur la gestion des données géométriques.



Perspective du projet de réhabilitation de la résidence Lou Cap Dou Mail, Montpellier.

## OCCITANIE BIM, MODÈLE INTELLIGENT

Rénover des logements en s'aidant de la technique BIM (Bâtiment et Informations Modélisés) ? C'est l'objet de l'expérimentation menée actuellement par la société BIMer Services – lauréate d'un appel à projets du Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA) visant des actions expérimentales et innovantes – sur les logements de trois bailleurs sociaux de la région Occitanie : ACM HABITAT, Logis Cévenols et FDI Habitat.

Pour ACM HABITAT, le test du BIM porte sur la résidence Lou Cap Dou Mail, dans le quartier montpellierain de Mosson, retenu au titre du NPNRU. 278 logements vont ainsi être modélisés en 3D intelligente pour optimiser leur gestion technique et leur exploitation, faciliter l'accès aux informations, améliorer la connaissance du patrimoine existant et, ainsi, pouvoir le valoriser plus aisément. Cette modélisation rendra également possible la visite virtuelle de logements-types.

Après une première phase d'analyse du référentiel et la rédaction d'un cahier des charges spécifique en début d'année, la maquette numérique sera exploitable dès la fin du mois d'avril.



WWW+ [www.bimer.fr](http://www.bimer.fr)

Retrouvez sur le Digimag rubrique Outils, un article sur l'enquête téléphonique menée par Epareca à Calais, rue des Fontinettes, afin d'étudier la programmation commerciale.



# ANRU+

PLUS D'INNOVATION,  
PLUS D'INVESTISSEMENT DANS LES QUARTIERS

## La démarche ANRU+ vient d'être lancée !

Elle articule le NPNRU et les programmes d'investissements d'avenir.

Un appel à manifestation d'intérêt est en cours afin d'identifier les projets qui, parmi les 200 quartiers prioritaires du NPNRU, souhaiteront aller plus loin en termes d'innovation et d'investissement économique.

